

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher  
ZA n°2 des Ailes  
25-26 rue des Ailes  
37210 Parçay-Meslay

Parçay-Meslay, le 27/11/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CALCIA (Usine)**

Usine de Villiers au Boin  
37330 Villiers-au-Bouin

Références : 2023/1236 et VAT n° 20230670  
Code AIOT : 0010000648

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2023 dans l'établissement CALCIA (Usine) implanté à Villiers au Bouin 37330. L'inspection a été annoncée le 26/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques.  
( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CALCIA (Usine)
- Usine de Villiers au Bouin, 37330 Villiers-au-Bouin
- Code AIOT : 0010000648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine Calcia de Villiers au Bouin est une usine de fabrication de ciment qui dépend du groupe

HEIDELBERG. Elle est réglementée par les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 19021 du 21 juillet 2011 et de l'arrêt préfectoral complémentaire du 3 juin 2022.

L'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 (TAR) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est également applicable à l'établissement.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Émissions diffuses et envols de poussières ;
- Installations électriques, mise à la terre ;
- Moyens de lutte contre l'incendie ;
- Conditions de stockage du charbon et du coke de pétrole ;
- Surveillance des rejets d'eau pluviale
- Surveillance des eaux de la TAR ;
- Rapport d'activité de l'année 2022 ;
- Information sur les déchets utilisés (comme combustible ou matière première) ;

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la

conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques - Mise à la terre	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Dépôt de charbon et de coke de pétrole	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.1	Sans objet
5	Rapport d'activité	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3	Sans objet
8	Information sur les déchets utilisés	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.6	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Émissions diffuses et envols de poussières	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 3.1.5	Sans objet
4	Tour aéroréfrigérante	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.4	Sans objet
6	Rejet des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.3	Sans objet
7	Moyens de secours contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.6.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Émissions diffuses et envols de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 3.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions diffuses et envols de poussières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants permettent de prévenir les risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs,...).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de l'inspection il a en particulier été constaté que le ciment et la farine sont stockés dans des silos.</p> <p>Pour limiter les envols de poussières le transport du clinker se fait à l'aide d'un redler capoté. Le ciment est quant à lui transporté par aéroglissières (tube avec pression d'air garantissant un confinement complet).</p> <p>Les cheminées du four de clinkérisation, du refroidisseur à clinker, du broyeur à ciment et du broyeur à charbon, sont équipées de filtres à manches.</p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a indiqué que le site était pourvu d'environ une centaine de filtres toutes installations confondues.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Installations électriques - Mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification annuelle des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises [...].
<b>Constats :</b> Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état. Environ 190 actions sont à prévoir pour lever les observations relevées par société DEKRA au titre de l'année 2022.
<b>Observations :</b> L'exploitant fait procéder à un contrôle de ses installations électriques à une fréquence annuelle. L'organisme délégué par l'exploitant pour procéder aux contrôles est la société DEKRA (au moins sur les 3 dernières années). Le suivi des observations est renseigné par l'exploitant sur un tableur EXCEL. Le tableur EXCEL a pour origine un tableau produit par l'organisme de contrôle qui liste les observations relevées en leur affectant un ordre de priorité correspondant à 3 niveaux d'urgence. Pour l'année 2021 l'organisme de contrôle, DEKRA, a relevé un total de 165 observations dont 153 apparaissent comme traitées dans le suivi réalisé par l'exploitant. Pour l'année 2022, le même organisme a relevé 194 observations, dont moins d'une dizaine apparaissent comme traitées dans le suivi réalisé par l'exploitant. Concernant l'année 2022, un rapport de contrôle a été demandé aléatoirement à l'exploitant pour examen. Le rapport choisi porte sur le contrôle de l'installation électrique de la chaufferie (intervention du 26/09/22 au 13/10/22 qui couvrait plusieurs autres installations). Ce rapport fait état d'une seule observation ainsi libellée "Dégradation mécanique sur la poignée de l'interrupteur général : à remettre en état". Pour les contrôles de l'année 2023 l'exploitant a précisé que la société DEKRA était en intervention depuis la semaine n° 38. Depuis l'été 2023, à l'initiative du groupe un audit des salles électriques (locaux où sont présentes les grosses armoires et les automates) est lancé. Concernant les armoires électriques l'exploitant a précisé, qu'en complément des contrôles DEKRA, un contrôle par thermographie infrarouge était réalisé tous les ans, et que la levée des écarts identifiés était directement reportée sur les rapports.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

## N° 3 : Dépôt de charbon et de coke de pétrole

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 8.1.1
<b>Thème(s) :</b> Dispositions constructives dépôt de charbon et de coke de pétrole
<b>Prescription contrôlée :</b> 8.1.1.1. Implantation Le dépôt est installé dans un hangar couvert et fermé. Les parois du hangar sont susceptibles de résister en toutes circonstances à la pression du tas.

<p>8.1.1.2. Résistance au feu du hangar de stockage Le hangar est construit en matériaux incombustibles.</p> <p>8.1.1.3. Caractéristique des combustibles Les combustibles stockés ne sont pas auto-combustibles</p> <p>8.1.1.4. Éclairage L'éclairage artificiel se fait par lampes électriques à incandescence fixes, non suspendues directement aux fils conducteurs.</p> <p>L'éclairage et le chauffage par des appareils à feu nu ou à flamme sont interdits.</p> <p>8.1.1.5. Règle particulière d'emmagasiner Il est interdit d'emmagasiner dans le hangar d'autres produits combustibles ou inflammables.</p> <p>8.1.1.6. Consignes Il est interdit de pénétrer dans le hangar avec une flamme ou d'y fumer. Cette interdiction doit être affichée en caractères très apparents dans le hangar et au droit des accès, avec l'indication qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale.</p> <p>Les camions et autres tracteurs routiers susceptibles d'intervenir dans le hangar de stockage de coke de pétrole doivent être équipés de pare-étincelles. Une consigne précise que ces véhicules ne doivent pas stationner dans le hangar.</p>
<p><b>Constats :</b> Pour les interdictions de pénétrer dans le hangar avec une flamme ou d'y fumer, l'affichage présent ne spécifie pas qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale. Cette interdiction doit être précisée.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le tas de charbon est éloigné des parois du hangar de stockage qui se présente sous la forme d'un bâtiment couvert (charpente en acier et couverture en bac acier) et fermé. Dans le hangar il n'y a aucun chauffage ni éclairage réalisé par des appareils à feu nu ou à flamme. Au niveau du grateur l'éclairage est réalisé à partir d'ampoules LED. Outre le charbon, aucun autre produit combustible ou inflammable n'est stocké. A l'entrée du hangar il a été constaté la présence d'une affichette qui porte les informations suivantes : « Risque d'explosion, défense de fumer, flammes nues et étincelles interdites et permis de feu obligatoire. » Pour les interdictions de pénétrer dans le hangar avec une flamme ou d'y fumer, l'affichage ne spécifie cependant pas qu'il s'agit d'une interdiction préfectorale comme prescrit par l'arrêté préfectoral du 27/07/2011. L'exploitant a précisé qu'aucun camion ou tracteur routier n'était amené à pénétrer dans le hangar, ce qui était le cas lors de la visite des installations.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>N° 4 :</b> Tour aéroréfrigérante</p>
<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance de l'eau de la TAR.</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Paramètres : concentration en légionelles, température, conductivité, pH, TH, TAC, chlorures</li> <li>- Type de suivi : ponctuel</li> <li>- Périodicité : La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation.</li> </ul> <p>Si, pendant une période d'au moins douze mois continus, les résultats des analyses mensuelles sont inférieurs à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 pourra être au minimum trimestrielle.</p> <p>Si un résultat d'une analyse en légionelles est supérieur ou égal à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau, ou si la présence de flore interférente rend impossible la quantification de Legionella specie, la fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T 90-431 devra être de nouveau au minimum mensuelle.</p> <p>-Conditions de mesure : par organisme extérieur (suivant méthode normalisée).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a présenté son tableau à jour de suivi des eaux de la TAR. Le tableau fait état d'analyses mensuelles portant sur l'ensemble des paramètres prescrits.</p> <p>En 10/2022 une mesure de la concentration en légionelles a relevé une valeur de 2500 UFC /L. Suite à ce dépassement l'exploitant a réalisé un traitement de choc et la mesure qui a suivi a conduit à relever une valeur conforme ( &lt;1000 UFC/L).</p> <p>Les mesures sont réalisées par un prestataire extérieur, c'est la société Inovalys qui intervient.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Rapport d'activité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.4.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Rapport d'activité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une fois par an, l'exploitant adressera à l'inspection des installations classées un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a et b de l'article 9.4.2. ci-dessus ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur la tenue de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport de synthèse précisera également le pourcentage de contribution thermique (pourcentage de l'énergie entrant apporté par la co-incinération de farines animales).</p> <p>Le rapport d'activité de l'année N - 1 est transmis à l'inspection des installations classées pour le 30 avril de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La rapport d'activité de l'année 2022 n'a pas été transmis dans les délais prescrits (pour l'année N-1, avant le 30 avril de l'année N) et il est incomplet. Il ne contient pas la synthèse des mesures de surveillance des eaux de la TAR (présenté lors de la visite) et la synthèse des mesures de la surveillance de l'impact de l'installation dans son voisinage (à minima mesures de la dioxine, des furannes et des métaux).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Au titre de l'année 2022 l'exploitant a transmis un premier rapport d'activité (N°2022) le</p>

27/06/2023, puis un second (N°2022A) le 08/09/2023, pour corriger une coquille survenue dans le premier rapport.

Le rapport examiné lors de l'inspection (n°2022 A) qui doit comprendre une synthèse des informations dont la communication est prévue aux points a) et b) de l'article 9.4.2, contient les informations suivantes : résultats des mesures en continu des rejets atmosphériques sur l'ensemble des paramètres prescrits, résultats des mesures ponctuelles réalisées par des organismes extérieurs sur les rejets atmosphériques pour les paramètres prescrits sur les exutoires correspondants, résultats des mesures réalisées dans le bassin de décantation/rejet des eaux pluviales pour l'ensemble des paramètres prescrits, les faits marquants et incidents survenus en 2022, la provenance, la nature et les quantités des déchets admis sur le site (farine animales, CSR, battitures de laminoir, sables de fonderie et coquilles d'œufs) et le taux de substitution thermique provenant des farines animales ( 2,54 %).

Le rapport ne comprend cependant pas la synthèse des mesures de surveillance des eaux de la TAR ( présenté lors de la visite) et la synthèse des mesures de la surveillance de l'impact de l'installation dans son voisinage (à minima mesures de la dioxine, des furannes et des métaux).

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 6 : Rejet des eaux pluviales

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 9.2.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance de rejet des eaux pluviales

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des rejets d'eaux pluviales.

Les prélèvements d'eaux sont réalisés dans le bassin de récupération et de décantation des eaux pluviales visé à l'article 4.3.2. du présent arrêté.

Les mesures sont effectuées dans les conditions fixées par le présent arrêté d'autorisation.

- Paramètres : pH, DCO, DBO5, MES, métaux, phénols, HC totaux, température
- Type de suivi : ponctuel
- Périodicité de la mesure : annuelle
- Conditions de la mesure : Par organisme extérieur (suivant méthode normalisée)

Le rejet ne peut intervenir que si les valeurs limites fixées à l'article 4.3.3. du présent arrêté sont respectées.

Art 4.3.3 :

Avant tout rejet, les eaux pluviales doivent être exemptes :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager, dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Elles doivent également respecter les caractéristiques et valeurs limites en concentration suivantes :

- température : < 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur ("L'Ardillière"), mesurée en un point représentatif de la zone de mélange : < 100 mg Pt/l.
- DBO5 (sur effluent non décanté) : 100 mg/l si le flux maximal ne dépasse pas 10 kg/j, 30 au-delà ;
- DCO (sur effluent non décanté) : 300 mg/l si le flux maximal ne dépasse pas 45 kg/j, 120 au-delà ;
- MES : 100 mg/l si le flux maximal ne dépasse pas 10 kg/j, 30 au-delà ;
- HCT : 5 mg/l ;



<ul style="list-style-type: none"> <li>- Métaux (sur effluent non décanté, As + Cd + Cr + Hg + Pb + Zn) :15 mg/l;</li> <li>- Phénols : 0,1 mg/l.</li> </ul>
<b>Constats :</b> Sans observations.
<b>Observations :</b> A la demande de l'inspection l'exploitant a présenté les résultats de la mesure 2022 réalisée dans le bassin de décantation / d'orage du site. Les résultats correspondent à un prélèvement du 29/06/2022 et à une analyse réalisée par la société Eurofins le 30/06/2022. Pour l'ensemble des paramètres analysés, qui correspondent à ceux prescrits, les valeurs limites fixées sont respectées sauf pour le pH qui enregistre un léger dépassement (mesure à 9,1 pour une limite à 8.5). Dans son rapport d'activité 2022-A (ci-dessus), l'exploitant précise que "la moyenne des pH du bassin de décantation, basée sur les vérifications faites mensuellement par notre prestataire de surveillance des eaux est de 8,33". A noter par ailleurs qu'en l'absence de rejet dans le milieu naturel ("L'Ardillière") aucune mesure de la modification de coloration du milieu n'a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Moyens de secours contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011, article 7.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de défense Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est pourvu de moyens de lutte contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de produits et de déchets entreposés. Ces moyens sont adaptés aux risques et conformes aux normes en vigueur.  Ils comprennent notamment : <ul style="list-style-type: none"> <li>- des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés implantés à 200 m au plus des installations et dont les caractéristiques sont en rapport avec le risque à défendre. Le volume d'eau disponible doit permettre une application d'au moins deux heures ;</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés ;</li> <li>- des produits absorbants en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 l et des pelles. La réserve de produits absorbants est stockée dans des endroits visibles et facilement accessibles, et munie d'un couvercle ou par tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;</li> <li>- des systèmes de détection automatique d'incendie ;</li> <li>- un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.</li> </ul> Ces matériels sont repérés et facilement accessibles.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté.
<b>Observations :</b> A l'extérieur du site se trouve un poteau alimenté par le réseau AEP (débit de 30 m3/h). Sur le site sont présents 3 poteaux, dont 2 sont surpressés.

<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les poteaux surpressés sont respectivement situés au pied du château d'eau et près de la cour des silos</li> <li>- Le poteau non surpressé se trouve près du hall de stockage du charbon.</li> </ul> <p>Le site dispose d'un RIA surpressé localisé dans le local maintenance. Les autres RIA sont simplement installés sur des colonnes sèches. Le contrôle du RIA surpressé a été réalisé par la société Chronofeu le 7/10/22 qui a produit son rapport le 09/01/2023. Pour l'année 2023 le contrôle est prévu au cours de la semaine n° 41.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De nombreux extincteurs sont présents sur le site (nombre et rapport de vérification annuelle non contrôlés)</li> <li>- A l'intérieur du site, aux endroits où une petite pollution (par déversement de produits polluants) est susceptible d'apparaître, il a été constaté la présence de bacs contenant des sacs de produits absorbants.</li> <li>- Des systèmes de détection automatique d'incendie sont présents dans les salles électriques. L'exploitant a précisé que ces systèmes étaient gérés par la société SIEMENS.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Information sur les déchets utilisés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/07/2011 modifié, article 9.4.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information sur les déchets utilisés (combustibles ou matières premières)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit prioriser, autant que faire se peut, les déchets provenant du département d'Indre-et-Loire et des départements limitrophes ainsi que de la région Centre-Val de Loire.</p> <p>Une fois par an, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées un rapport de synthèse sur les déchets reçus sur l'installation. Ce rapport comporte une synthèse des informations prescrites par l'article 8.1.10. du présent arrêté.</p> <p>Ce rapport doit également comporter une réévaluation des gisements de façon à justifier la priorité d'approvisionnement géographique des déchets.</p> <p>Le rapport de synthèse de l'année N-1 est transmis à l'inspection des installations classées, au préfet d'Indre-et-Loire et au maire de Villiers-au-Bouin pour le 30 avril de l'année N.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de synthèse (confondu avec le rapport d'activité) ne comporte aucune réévaluation des gisements de façon à justifier la priorité d'approvisionnement géographique des déchets.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Lors de l'inspection l'exploitant a précisé que l'origine géographique des déchets réceptionnés sur site était inchangée en comparaison avec les années précédentes (pas de changement dans le périmètre de collecte).</p> <p>Dans son rapport d'activité 2022 ( n°2022 A) l'exploitant a produit en annexe un tableau qui précise pour chaque type de déchet réceptionné les informations suivantes : le code déchet, le code SAP, le nom et les coordonnées du ou des fournisseurs, les quantités réceptionnées par fournisseur et au global.</p> <p>Par contre dans les éléments communiqués ne figure aucune réévaluation des gisements de façon à justifier la priorité d'approvisionnement géographique des déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites